

*« Il est de plus en plus évident que le gouvernement flamand s'emploie systématiquement à écarter tout candidat francophone pour diriger des communes où les électeurs ont plébiscité les listes de rassemblement francophone, a commenté de son côté Olivier Maingain, le président du FDF. Selon lui, comme Arnold d'Oreye, Véronique Caprasse est une légaliste, soucieuse de faire respecter les droits fondamentaux de tous ses citoyens, sans distinction. Elle n'entend pas brader ces droits garantis par le régime des facilités. »*

Olivier Maingain a également précisé que sa formation politique mettra tout en œuvre pour alerter une nouvelle fois les instances européennes et internationales sur la « *grave dérive du gouvernement flamand qui menace la démocratie en périphérie bruxelloise.* »

A Crainhem, cette décision du ministre n'étonne pas non plus Luc Van Biesen (Open-VLD, opposition). « *Le ministre ne pouvait pas faire autrement puisque Véronique Caprasse ne s'est pas distanciée de l'envoi des convocations en français lors des élections communales précédentes. Elle a par ailleurs refusé de faire respecter les lois linguistiques et s'est même dite fière de ce non-respect. Je comprends donc que le ministre n'ait pas pu la nommer. Il a agi de façon logique.* » L'opposition, par ailleurs, se dit prête à soutenir un candidat francophone « *modéré qui respectera les lois linguistiques.* » « *Mais nous nous posons quelques questions quant au futur proche de la commune... Véronique Caprasse deviendra-t-elle bourgmestre faisant fonction ?* » La question reste pour l'instant en suspens... « *La décision du ministre vient de tomber, on verra bien plus tard,* a ajouté Véronique Caprasse. *Pour l'instant, je continue à travailler.* »